

Avis adopté

Séance plénière du 24 février 2026

« Lutter contre *la précarité professionnelle* par une économie plus inclusive »

Déclaration du groupe Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Qu'il est loin le doux rêve dans lequel nous avons été bercé : un diplôme, un bon boulot et la réussite assurée. Aujourd'hui, le niveau d'étude s'allonge autant que la période d'instabilité et de précarité au travail.

C'est 1 jeune sur 2 qui regrette de ne pas exercer un emploi en lien avec son niveau de diplôme.

C'est aussi 1 jeune sur 2 qui a fait l'objet de questionnement sur son âge en entretien.

Enfin 1 jeune sur 2 qui est en emploi précaire, une période d'emploi qui s'allonge avant de réussir à stabiliser sa vie professionnelle aux alentours des 30 ans.

Si la jeune génération actuelle est la plus diplômée, elle connaît toujours une surexposition au chômage et aux emplois précaires. Nous doutons qu'une injonction morale à l'inclusion économique et le refus d'une politique systémique de régulation politiques systémiques et contraignantes répondent aux problèmes structurels du marché de l'emploi.

Face à cette situation, de vieilles propositions refont surface pour faciliter l'emploi des jeunes. Nous ne croyons pas que ce soit en ajoutant à l'insécurité déjà vécue par les jeunes un contrat au rabais, en rémunérant moins cette génération ou en insécurisant davantage les CDI qu'ils pourraient signer. Rajouter de la précarité à la précarité quand le taux de surendettement des jeunes explose est un non-sens !

Les jeunes sont attachés au travail et à leur travail, ils y cherchent de plus en plus de sens, d'équilibre et de coopération mais ils veulent aussi pouvoir en vivre.

Ils veulent pouvoir partir de chez leurs parents, gagner un salaire décent. Ils veulent pouvoir s'acheter un chez soi, grâce à leur salaire. Faire des rencontres et être autonome financièrement grâce au fruit de leur travail.

Le travail émancipe et les jeunes y sont fondamentalement attachés., comme le démontrent les études scientifiques... qui ne correspondent pas tout à fait aux stéréotypes des manuels de management sur la génération Z.

La préconisation 7 tend à l'affirmer : les jeunes doivent être accompagnés sur leur orientation et leur insertion, mais aussi et surtout financièrement. L'évolution du texte a été notable. Néanmoins, nous regrettons que les compromis et tentatives d'hybridation nous aient contraints à éviter certains points de bascule pourtant essentiels pour que ce texte réponde aux enjeux structurels sans re-proposer des solutions déjà existantes voire déjà mises en place.

Nous estimons ainsi regrettable que les préconisations contournent toute forme de régulation, pourtant essentielle pour véritablement bousculer les acteurs économiques. Les politiques d'inclusion économique ne peuvent se construire sur des politiques volontaristes sans penser des politiques de régulations contraignantes. Pire, on est en train, dans cet avis, de proposer des leviers incitatifs pour que les branches... respectent simplement la loi. A vouloir traiter de tout, sans jamais contraindre à rien, nous produisons un texte qui semble manquer d'une colonne vertébrale claire.

Le groupe OEMJ choisit donc de s'abstenir sur ce texte.